

Service Risques  
44, rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE Cedex

LILLE, le 21 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **REMONDIS FRANCE SAS**

ZAC Les Vallées  
rue de Bruxelles  
60110 Amblainville

Références : IC/R/0500/23-AC/VM  
Code AIOT : 0005106531

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement REMONDIS FRANCE SAS implanté ZAC Les Vallées rue de Bruxelles 60110 Amblainville.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REMONDIS FRANCE SAS
- ZAC Les Vallées rue de Bruxelles 60110 Amblainville
- Code AIOT : 0005106531
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REMONDIS FRANCE est spécialisée dans la collecte, le stockage, le traitement de certains déchets de l'industrie photographique et médicale (bains photographiques, films argentiques, radiographies médicales...) et l'expédition en centre spécialisé de valorisation ou d'incinération.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- application des meilleures techniques disponibles du BREF WT

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                       | Référence réglementaire                                    | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1  | MTD Générique   | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2     | /  | Délai : 30 jours  |
| 6  | MTD Générique   | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e) | /  | Délai : 30 jours  |
| 14 | MTD Générique   | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1     | /  | Délai : 30 jours  |
| 15 | MTD Traitement mécanique – BROYEURS DECHETS METALLIQUES | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.2     | /  | Délai : 30 jours  |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|---|--|-------------------|
| 2  | MTD Générique     | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)  | /  | Sans objet        |
| 3  | MTD Générique     | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (b)  | /  | Sans objet        |
| 4  | MTD Générique     | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c ) | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                                    | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|--|---|-------------------|
| 5  | MTD Générique     | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d) | /   | Sans objet        |
| 7  | MTD Générique     | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (f) | /   | Sans objet        |
| 8  | MTD Générique     | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g) | /   | Sans objet        |
| 12 | MTD Générique     | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1    | /   | Sans objet        |
| 13 | MTD Générique     | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1   | /   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de relever des écarts sur les quantités de déchets présentes sur le site, sur la présence d'eaux résiduelles de l'activité et a permis de lever une incompréhension sur le classement du site au regard de son activité par le BREF WT. Ces points de non-conformité sont en cours de régularisation par le dépôt de plusieurs porter à connaissance. Le contenu de ces dossiers n'étant à ce jour pas en adéquation avec les constats établis par cette inspection, il est demandé à l'exploitant sous trente jours de mettre à jour ces dossiers et d'apporter tous les éléments d'appréciation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : MTD Générique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : |

|  |
|--|
| <p>1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :</p> <p>a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;</p> <p>b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;</p> <p>2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins :</p> <p>a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;</p> <p>b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;</p> <p>c) Les données relatives à la biodégradabilité ;</p> <p>3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :</p> <p>a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;</p> <p>b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;</p> <p>c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;</p> <p>d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente inspection il a été demandé à l'exploitant l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux comprenant l'ensemble des informations demandées dans la prescription suscitée.</p> <p><b>Non-conformité : l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux du site. Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous trente jours ces éléments.</b></p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>   |

## N° 2 : MTD Générique

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation des déchets</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance la procédure d'arrivée des déchets décrite dans le document référencé REM.INS.003.C.</p> <p>La procédure évoque la partie amont avec la réalisation d'un CAP et l'étude du bordereau de déchet, puis l'arrivée du déchet sur site au niveau de la zone de réception des déchets. Un contrôle visuel est réalisé, ainsi qu'un contrôle par un chimiste en interne si nécessaire en fonction de la nature du déchet.</p> |

|  |
|--|
| Les déchets sont ensuite stockés en alvéoles pour les déchets conditionnés. Pour le vrac, ils partent directement en hall 1 pour traitement. |
| La bonne séparation des déchets a été constatée lors de la visite de terrain.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 3 : MTD Générique

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (b)   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compatibilité des déchets avant de les mélanger   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les mélanger, un ensemble de mesures et tests de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur mélange ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.</p>               |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance la procédure de regroupement des déchets référencée REM.INS.004.C pour les liquides ne nécessitant pas de traitement. Ces déchets liquides sont regroupés par nature et compatibilité.</p> <p>Pour la partie regroupement de liquides avec traitement au hall 1, le traitement et le mélange sont gérés par les chimistes de la société qui effectuent des tests de compatibilité. Une procédure différente est présente et référencée REM.INS.004.D. Ces déchets sont ensuite mélangés aux déchets solides en sortie de broyeur pour réaliser une sorte de pâte aux propriétés d'incinération plus intéressantes. Ce mélange de déchets est ensuite expédié.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 4 : MTD Générique

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c)   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tri des déchets solides entrants  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le tri manuel sur la base d'un examen visuel ;</li> <li>- la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ;</li> <li>- la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X ;</li> <li>- la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ;</li> <li>- la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.</li> </ul> |

|   |
|---|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance la procédure concernant le tri des déchets solides entrants référencée REM.INS.004.A.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le tri est réalisé par les équipes au niveau de la zone d'arrivée des déchets du hall 2, ou au niveau de la zone de traitement en hall 1.</p> <p>Le tri est réalisé visuellement dans les deux zones, puis manuellement par les équipes du hall 2 avant séparation dans les alvéoles et par le grutier en hall 1.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 5 : MTD Générique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Optimisation des lieux de stockage   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ;</li> <li>- lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site et ses alentours ne présentent pas de zone sensible.</p> <p>Le site est globalement bien organisé, et l'inspection n'a pas mis en évidence d'opérations de manutention inutiles.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 6 : MTD Générique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;</li> <li>- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;</li> <li>- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des stocks mis à jour automatiquement à chaque mouvement de déchets. Chaque mois, un état des stocks est analysé par l'exploitant.</p>   |

|   |
|---|
| <p>L'exploitant a présenté un tableau reprenant les quantités autorisées et présentes sur site pour chaque mois de l'année 2023 en fonction des catégories de déchets. Il est à noter des dépassements fréquents sur certains types de déchets au cours de l'année.</p> <p>L'exploitant a indiqué que certaines filières sont aujourd'hui en difficulté au niveau des exutoires, et qu'il est parfois difficile de gérer les flux en fonction des contrats passés. Il a été rappelé à l'exploitant que, passé le seuil maximal, le site ne peut plus recevoir de déchets et doit donc refuser les entrées.</p> <p>Il a également été indiqué que le temps de séjour maximal des déchets n'est pas toujours clairement précisé.</p> <p><b>Non-conformité : les quantités maximales de déchets sur le site ont été dépassées pour un certain nombre de catégories de déchets et l'ai toujours au jour de la visite pour deux d'entre elles, et le temps de séjour maximal des déchets n'est pas toujours clairement précisé. L'exploitant doit régulariser cette situation dans un délai de 30 jours.</b></p> <p>Il n'est pas proposé à Madame la Préfète de mettre en demeure la société sur ce point à ce stade, car l'exploitant a déjà engagé les démarches pour régulariser cette situation par le dépôt d'un porter à connaissance et d'un examen au cas par cas. Les procédures n'ayant pas été correctement déposées, l'exploitant s'est engagé à déposer un nouvel examen au cas par cas à la suite de l'inspection, accompagné d'un porter à connaissance. De plus, il est constaté que la situation s'est globalement améliorée sur les quantités depuis le début d'année.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 7 : MTD Générique

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (f)   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déroulement du stockage en toute sécurité   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Comprend notamment les techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les équipements servant au chargement, au déchargement et au stockage des déchets sont clairement décrits et marqués ;</li> <li>- les déchets que l'on sait sensibles à la chaleur, à la lumière, à l'air, à l'eau, etc. sont protégés contre de telles conditions ambiantes ;</li> <li>- les conteneurs et fûts sont adaptés à l'usage prévu et stockés de manière sûre.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le conditionnement est toujours conforme à l'ADR (Accord relatif au transport international des marchandises dangereuses par route), et contient donc les pictogrammes et les conditionnements relatifs à chaque déchet sensible.</p> <p>La visite de terrain n'a pas permis de constater des manquements par rapport à la prescription contrôlée.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |



**N° 8 : MTD Générique**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g)   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zone séparée pour les déchets dangereux emballés  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>S'il y a lieu, une zone est exclusivement réservée au stockage et à la manutention des déchets dangereux emballés  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a indiqué que l'ensemble des déchets conditionnés est réceptionné au niveau de la zone de réception du hall 2. Une zone dédiée aux déchets dangereux emballés ne serait pas nécessaire au fonctionnement du site. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 12 : MTD Générique**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :<br><br>a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses<br>b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité<br>c) Prévention de la corrosion<br>d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses<br>e) Humidification<br>f) Maintenance<br>g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets<br>h) Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)   |
| <b>Constats :</b><br>Un point a été fait avec l'exploitant suite à l'instruction du dossier de réexamen IED sur les MTD de cette prescription. L'exploitant indique mettre en place un certain nombre de MTD des techniques a, f et g, comme la limitation de vitesse de circulation, la maintenance du broyeur, des grues et de l'électrolyse, et le nettoyage quotidien et hebdomadaire. Un projet d'humidification est en cours d'étude, mais l'exploitant ne souhaite pas augmenter ces rejets à cause de cette technique.<br><br>Pour les autres MTD, l'exploitant indique que le bâtiment, les installations ou l'activité ne permettent pas d'appliquer d'autres MTD. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques d'optimisation consommation eau et réduction rejets eaux   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Optimisation de la consommation d'eau</li> <li>b) Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites</li> <li>c) Séparation des flux d'eaux</li> <li>d) Remise en circulation de l'eau</li> <li>e) Surface imperméable</li> <li>f) Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs</li> <li>g) Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets</li> <li>h) Infrastructure de drainage appropriée</li> <li>i) Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement</li> </ul>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que 80% de la quantité d'eau prélevée est utilisée pour l'activité de lavage de cuves, et 20% pour le sanitaire.</p> <p>Un relevé mensuel est réalisé, et l'exploitant met en place un système de récupération des eaux pluviales.</p> <p>Concernant la MTD a, l'exploitant indique qu'un projet d'automatisation de la ligne de lavage des cuves est en cours, et qu'un porter à connaissance a été déposé pour créer un nouveau bâtiment pour réaliser cette activité.</p> <p>La MTD c est déjà imposée réglementairement sur le site avec la séparation des flux d'eau.</p> <p>La réutilisation des eaux de la MTD d est un sujet sur le site, mais l'exploitant indique qu'un risque de concentration de certains polluants pourrait déranger la station d'épuration interne.</p> <p>La MTD e est mise en place sur le site.</p> <p>Pour la MTD f, les cuves sont sur rétention et disposent de détecteurs de niveau par flotteur.</p> <p>Pour la MTD g, l'exploitant indique que l'ensemble des déchets dangereux ou susceptible de créer une pollution des eaux est stocké en intérieur.</p> <p>La MTD h et i sont appliquées, avec la présence sur site d'un bassin de rétention.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE eaux communes à tous les traitement   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p> <p>MES : 60 mg/L – surveillance mensuelle<br/> DCO : 180 mg/L – surveillance mensuelle<br/> COT : 60 mg/L – surveillance mensuelle</p> <p>+ surveillance semestrielle des PFOA et PFOS si substances pertinentes pour le flux d'effluents aqueux (cf inventaire)</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les mesures de rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être souillées du site. Les mesures les plus contraignantes sont celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mars 2013. Le rapport de contrôle indique la conformité des rejets aux valeurs limites d'émission.</p> <p>Cependant, après échanges avec la société, il apparaît que l'activité de lavage de cuves émet des rejets aqueux qui, après traitement en station d'épuration interne, sont rejetées avec les eaux sanitaires vers le réseau public. Ces rejets sont des rejets résiduaires, et doivent être analysées comme telles. De plus, l'arrêté préfectoral d'autorisation précité ne permet pas de rejet d'eau résiduaire. Dans son article 4.3.5, il indique que les eaux de lavage de contenants souillés sont expédiées chez un prestataire spécialisé en cuves de 10m3. L'arrêté préfectoral ne prévoit donc pas de rejet d'eaux résiduaires et de valeurs limites d'émission propres.</p> <p>Sur ce rejet l'exploitant indique que des mesures sont faites et les a présentées en séance. Il s'avère que les valeurs limites d'émissions sont celles de la convention avec la station d'épuration publique. De plus, ces rejets sont mélangés aux eaux sanitaires.</p> <p><b>Non-conformité : le site rejette des eaux résiduaires provenant de l'activité de lavage de cuves. Il est demandé à l'exploitant sous trente jours de régulariser cette situation en déposant un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation.</b></p> <p>Il n'est pas proposé à ce stade de mettre en demeure la société, car un porter à connaissance est déjà déposé concernant le déplacement de cette activité et la création d'une nouvelle station d'épuration sur le site. Il est donc demandé à l'exploitant de compléter ce dossier, en présentant également les rejets que provoquera cette activité et les actions menées sur ceux-ci.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques spécifiques aux broyeurs de déchets métalliques  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'exploitant nettoie régulièrement et intégralement la zone de traitement des déchets, les bandes transporteuses, les équipements et les conteneurs, conformément au g du VI de l'annexe 3.1.<br/> Avant d'effectuer le broyage des déchets, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- contrôle les déchets entrants, dans le cadre de la procédure d'acceptation, prenant en compte le risque de déflagration ;</li> <li>- retire tous les éléments dangereux contenus dans le flux de déchets et les expédie vers une installation autorisée à les recevoir ;</li> <li>- s'assure qu'il dispose d'une attestation de nettoyage des conteneurs pris en charge pour être broyés.</li> </ul> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion des déflagrations, comprenant un programme de réduction des déflagrations visant à déterminer les sources possibles de déflagration et à mettre en œuvre des mesures pour éviter les déflagrations, un relevé des incidents de déflagrations, des mesures prises pour y remédier et des connaissances relatives à la déflagration, ainsi qu'un protocole des mesures à prendre pour remédier aux incidents de déflagrations.<br/> L'installation est équipée de moyens de protection contre les effets d'une surpression, ou d'un broyage à vitesse réduite en amont du broyeur principal.<br/> L'exploitant s'assure que l'alimentation du broyeur est régulée en évitant toute interruption de l'entrée des déchets ou toute surcharge, qui pourrait donner lieu à des arrêts et redémarrages non souhaités du broyeur.</p> |
| <p><b>Constats :</b><br/> En séance l'exploitant a contesté le classement de leurs activités en traitement physico-chimique, et indiquait que les activités relevait plus du broyage mécanique. Il est rappelé à l'exploitant que l'annexe 1.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 répond à cette interrogation dans la définition du traitement des déchets à valeur calorifique. Cette définition correspond aux activités de la société (traitement de déchets d'huiles usagées, déchets de matière plastique, de solvants usagés... pour mieux tirer parti de leur valeur calorifique). Il est indiqué que les dispositions applicables au traitement des déchets dangereux pour le traitement à valeur calorifique sont dans l'annexe 3.4 correspondant au traitement physico-chimique, d'où le classement.</p> <p>La conformité aux éléments de cette annexe n'a donc pas pu être étudiée en séance.</p> <p><b>Non-conformité :</b> il n'a pas été démontré la conformité du site aux prescriptions de l'annexe 3.4 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019. Il est demandé à l'exploitant de justifier sous trente jours de l'application des titres I, IV et IX de cette annexe.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |